



La Nature au quotidien

Société anonyme au capital de 2.860.000 €
38 RUE DES BLANCS MONTS, CORMONTREUIL
51678 REIMS CEDEX 2 - 387 490 121 RCS REIMS

COMPTES ANNUELS (en €) AU : 31/12/2008

SOMMAIRE

BILAN ACTIF

BILAN PASSIF

COMPTE DE RESULTAT

RESULTAT DE L'EXERCICE

FAITS MARQUANTS

REGLES ET METHODES

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE (MODELE CNCC)

IMMOBILISATIONS

AMORTISSEMENTS

PROVISIONS

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

ESTIMATION DES DETTES CONCERNEES PAR LA PROCEDURE DE SAUVEGARDE

PRODUITS À RECEVOIR & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

CHARGES A PAYER

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

TRANSFERTS DE CHARGES

PRODUITS EXCEPTIONNELS

CHARGES EXCEPTIONNELLES

FONDS COMMERCIAL

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

ACTIONS PROPRES

CRÉDIT BAIL

ENGAGEMENTS FINANCIERS

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

EFFECTIF

ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE PENSIONS RETRAITES ET INDEMNITÉS ASSIMILÉES

BILAN ACTIF (en €)

Intitulés	2008			2007
	Brut	Amort	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	660 335	657 198	3 136	9 836
Fonds commercial	551 434		551 434	558 934
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immo. Incorpo.				
immobilisations corporelles				
Terrains	44 970	21 782	23 189	23 438
Constructions				
Installations tech., mat. et outillages indus.	5 550	4 082	1 468	2 224
Autres immobilisations corporelles	7 209 796	5 046 988	2 162 808	2 498 933
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
immobilisations financières				
Particip. évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	30 000	18 574	11 426	30 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	504 858		504 858	534 204
ACTIF IMMOBILISE	9 006 943	5 748 625	3 258 318	3 657 568
Stocks				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
Encours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	5 581 766		5 581 766	6 369 299
Créances				
Clients et comptes rattachés	153 365	44 023	109 343	108 379
Autres créances	505 219		505 219	648 810
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières dont actions propres :	246 548	172 816	73 733	84 129
Disponibilités	128 975		128 975	214 935
Comptes de régularisations				
Charges constatées d'avance	570 906		570 906	556 267
ACTIF CIRCULANT	7 186 779	216 838	6 969 941	7 981 819
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	16 193 722	5 965 463	10 228 259	11 639 386

BILAN PASSIF (en €)

Intitulés	2008	2007
Capital social ou individuel, dont versé : 2 860 00	2 860 000	2 860 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	3 170 671	3 170 671
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	218 002	218 002
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	847 907	847 907
Report à nouveau	-3 428 386	-2 980 259
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-530 868	-448 127
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	3 137 326	3 668 195
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	4 000	67 000
Provisions pour charges	21 036	21 079
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	25 036	88 079
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 269 376	3 094 820
Emprunts et dettes financières divers	34 637	34 483
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 437 718	3 623 624
Dettes fiscales et sociales	1 111 228	963 101
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 420	4 420
Autres dettes	172 268	160 552
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	36 249	
DETTES	7 065 897	7 880 999
Ecart de conversion passif		2 112
TOTAL GENERAL	10 228 259	11 639 386

COMPTE DE RESULTAT (en €)

	2008			2007
	France	Export	Total	
Vente de marchandises	15 889 605		15 889 605	18 058 045
Production vendue : - biens				
Production vendue : - services	207 463		207 463	223 079
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	16 094 383		16 097 068	18 281 124
Production stockée				
Production immobilisée			22 835	
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			293 188	923 486
Autres produits			18 086	18 143
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION			16 431 177	19 222 752
Achat de marchandises (y compris droits de douane)			7 213 336	9 745 568
Variation de stocks (marchandises)			858 200	-366 476
Achat de mat. Prem. et autres appro. (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			4 650 991	4 246 802
Impôts, taxes et assimilés			738 450	845 072
Salaires et traitements			2 955 011	3 442 823
Charges sociales			919 233	909 685
Dotations d'exploitation				
sur immobilisations : dotations aux amortissements			436 602	705 728
sur immobilisations : dotations aux provisions				
sur actif circulant : dotations aux provisions			33 259	13 252
pour risques et charges : dotations aux provisions			9 698	48 000
Autres charges			45 973	21 670
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION			17 860 753	19 612 124
RESULTAT D'EXPLOITATION			-1 429 576	-389 372
Opérations en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
Produits financiers de participations				
Prods des autres val. Mob. et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			78	1 872
Reprises sur provisions et transferts de charges			13 717	32 304
Différences positives de change			16 090	5 943
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				10 089
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS			29 885	50 209

Charges financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions	30 681	
Intérêts et charges assimilées	117 561	143 939
Différences négatives de change	33 857	9 602
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	182 099	153 541
RESULTAT FINANCIER	-152 214	-103 333
RESULTAT COURANT	-1 581 790	-492 704
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		48 204
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 151 000	25 084
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 151 000	73 288
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	73 849	596
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	7 501	28 115
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-22	
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	81 328	28 711
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 069 672	44 577
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	18 750	
TOTAL DES PRODUITS	17 612 062	19 346 249
TOTAL DES CHARGES	18 142 930	19 794 376
BENEFICE ou PERTE	-530 868	-448 127

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

TOTAL DU BILAN : 10 228 259 €

TOTAL DES PRODUITS : 17 612 062 €

TOTAL DES CHARGES : 18 142 930 €

RESULTAT DE L'EXERCICE : - 530 868 €

Circonstances qui empêchent de comparer, d'un exercice à l'autre, certains postes du bilan et autres faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable :

FAITS MARQUANTS

1- Procédure de sauvegarde

- Le 16 décembre 2008, la société a sollicité l'ouverture d'une procédure de sauvegarde auprès du Tribunal de Commerce de Reims qui a été obtenue. En effet, cette décision a été prise du fait de la détérioration de l'activité d'une part et au non renouvellement des crédits de campagne par les banques de la société. Dans son jugement, le Tribunal a fixé la période d'observation jusqu'au 16/06/2009.
- Le 17 février 2009, le Tribunal, dans un nouveau jugement, a maintenu la période d'observation jusqu'au 16/06/2009 et a fixé au 28/05/09 la présentation du bilan économique et social et la présentation d'un projet de plan de sauvegarde ou le renouvellement de la période d'observation.
- Il convient de souligner que la société a eu la capacité depuis le 16 décembre 2008 de faire face aux dettes nées au cours de la période d'observation.
- L'ensemble du passif de la société au 16/12/08, date de l'ouverture de la procédure de sauvegarde est estimé à 6 059 K€.

2- Cessions de droits au bail, fermeture de 2 magasins et transfert d'un magasin :

Au cours de l'exercice quatre cessions de droit au bail sont intervenues et ont permis d'enregistrer pour 1 151 K€ de produits exceptionnels.

Deux magasins déficitaires ont été fermés, Toulouse et Alençon. Un magasin, Avignon, a été transféré dans une surface commerciale plus petite permettant de réduire ses coûts.

REGLES ET METHODES

1) a) Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2008 ont été établis et sont présentés conformément aux prescriptions légales et réglementaires par référence au CRC 99-03 et dans le respect des principes de prudence. Les conventions suivantes ont notamment été respectées : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre et indépendance des exercices.

Plus particulièrement, l'ouverture de la procédure de sauvegarde du 16 décembre 2008 n'a pas eu d'incidence sur les règles d'évaluations et de comptabilisations retenues. En effet, il a été considéré que le principe de continuité d'exploitation n'est pas remis en cause par cette procédure.

b) Les règlements du Comité de Réglementation Comptable CRC 2002-10 et 2004-06, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er Janvier 2005, ont été mis en œuvre. Toutefois compte tenu de l'activité de la société et l'absence d'ensemble immobilier, il n'a pas été identifié d'immobilisations décomposables autres que les immeubles. Toutefois, la société ne détient pas d'immeuble en propre.

c) En matière de valorisation des actifs et en application des articles 311-2, 321-5, 321-10 et 321-15 du plan comptable général, l'entreprise exerce les options suivantes : les frais d'acquisition des immobilisations sont en charges, les frais financiers sont toujours exclus de la valorisation des actifs concernés et aucune provision n'est constituée pour les dépenses de gros entretien.

2) L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Plus particulièrement, les modes et méthodes d'évaluations suivantes ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels :

a) Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Les concessions, brevets et droits similaires sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans. Les fonds commerciaux ne font pas l'objet d'amortissements. Lorsque un indice de risque est identifié, un test de valeur est réalisé et les éventuelles dépréciations constatées.

b) Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition (prix de revient et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou à leur valeur d'apport. L'amortissement a été calculé sur la durée normale des biens selon le mode linéaire : agencements et aménagements de 5 à 20 ans, mobiliers et matériels de bureaux de 5 à 10 ans.

c) Les stocks sont valorisés au coût moyen pondéré. Pour les articles importés directement par la société, les coûts de transport et de dédouanement sont compris dans le prix d'achat. Les stocks font l'objet d'une dépréciation correspondant à l'évaluation du risque de faible rotation de certains articles.

d) Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'apparaît un risque de non recouvrement.

e) Actions propres

Figurent au poste valeurs mobilières de placement, les actions MONDIAL PECHE détenues dans le cadre de la régulation des cours ou plan d'achat d'actions. Une provision pour dépréciation est constatée dès lors que le cours de bourse serait inférieur à la valeur nette des actions propres détenues.

f) Par ailleurs conformément à la réglementation comptable les actifs d'impôts latents relatifs à la fiscalité différée n'ont pas été comptabilisé soit un actif latent net de 1 383,32 K€.

g) Les opérations en devises sont enregistrées pour leur contre-valeur en Euros à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en Euros au cours du 31/12.

Le cas échéant, la différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écarts de conversion ».

Les pertes latentes de change non couvertes à terme font l'objet d'une provision pour risques. Seuls les pertes et profits constatés à l'échéance, par rapport à la valeur d'origine, sont enregistrés au compte de résultat.

h) Provisions pour risques et charges

Dans le cadre normal de ses activités, la société peut être impliquée dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du niveau de risque au cas par cas et ne répond pas en premier lieu du stade d'avancement des procédures.

i) Engagements de retraite

L'évaluation des engagements de retraite a été réalisée conformément à la recommandation du CNC n° 2003 R 01 du 1er avril 2003. Elle est basée sur les hypothèses suivantes : Le départ à la retraite intervient à l'âge de 65 ans, les indemnités de départ sont soumises aux charges sociales et les indemnités tiennent compte des probabilités de départ avec application de tables de mortalité.

En revanche, par simplification et conformément à la faculté offerte aux entreprises de moins de 250 salariés par la recommandation précitée, il n'a pas été tenu compte de l'évolution des rémunérations et de l'actualisation des sommes à verser, ces deux éléments étant présumés se compenser.

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE (modèle CNCC)

Montant en K€	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net	-531	-448
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
- Amortissements et provisions	345	-99
- Quote part de subvention virée au résultat		
- Variation des impôts différés		
- Neutralisation des plus values et moins value de cessions	-1 144	3
Marge brute d'autofinancement	- 1 330	-544
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		
+ variation stocks	- 858	367
+ variation des créances clients	26	8
+ variation des autres créances (hors I.D.)	-144	-608
+ variation des comptes de régularisation actif	14	40
- variation des dettes fournisseurs	186	-1 436
- variation des autres dettes (hors I.D.)	-159	248
- variation des comptes de régularisation passif	-36	38
Variation du BFRE	-971	-1 342
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-359	798
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
- acquisition d'immobilisations (hors crédit bail)	-115	-115
+ subvention d'investissement obtenue au cours de l'exercice		
- cession d'immobilisations	1 215	25
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	1 100	-90
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
- dividendes versés		
- augmentation de capital en numéraire		
- variation nette des emprunts (hors crédit bail mais avec dépôts de garantie)	68	212
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	68	212

VARIATION DE TRESORERIE

Flux net de trésorerie généré par l'activité	-359	798
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	1 100	-90
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	68	212
VARIATION DE TRESORERIE	809	920
Trésorerie nette en début de période	-1 363	-2 287
Trésorerie nette en fin de période	-555	-1 363
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	808	924
ECART	1	-4
Variation du Besoin en Fonds de Roulement (y compris impôts différés)	971	-1 342
Variation du Fonds de Roulement	-163	-418
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	808	924

IMMOBILISATIONS (en €)

	Valeur brute début 2008	Réévaluations 2008	Acquisitions 2008
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 218 801		467
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 218 801		467
Terrains	44 970		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels	5 550		
Installations générales, agencements, aménagements divers	6 681 621		88 960
Matériel de transport			
Matériel de bureau et mobilier informatique	435 892		3 323
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 168 033		92 283
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	30 000		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	546 209		22 651
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	576 209		22 651
TOTAL GENERAL	8 963 044		115 401
	Virements 2008	Cessions 2008	Valeur brute fin 2008
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles		7 500	1 211 769
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		7 500	1 211 769
Terrains			44 970
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels			5 550
Installations générales, agencements, aménagements divers			6 770 581
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, mobilier			439 215
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			7 260 317
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			30 000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières		64 002	504 858
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		64 002	534 858
TOTAL GENERAL		71 502	9 006 943

AMORTISSEMENTS (en €)

Situation et mouvements de l'exercice	Montant début 2008	Augmentations	Diminutions	Montant fin 2008
Frais d'établissement, de recherche et de dév. Autres postes d'immobilisations incorporelles	650 031	7 167		657 198
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	650 031	7 167		657 198
Terrains	21 533	249		21 782
Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements des constr.				
Installations techniques, matériel et outillages ind.	3 309	773		4 082
Installations générales, agencements, aménagements	4 278 328	381 703		4 660 031
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	340 269	46 688		386 957
Emballages récupérables et divers				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 643 439	429 413		5 072 852
TOTAL GENERAL	5 293 470	436 580		5 730 050

Le compte de résultat dans lequel est incluse la dotation aux amortissements est le 681000

PROVISIONS (en €)

Rubriques	Situation et mouvements	Provisions au Début de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Montant utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'exercice	Provisions à la Fin de l'exercice
<u>Provisions pour risques</u>						
Provision pour litiges		67 000	4 000	45 000	22 000	4 000
Provision pour licenciement						
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES		67 000	4 000	45 000	22 000	4 000
<u>Provisions pour charges</u>						
Provision d'engagement IFC		21 079	5 698		5 741	21 036
Provision pour impôts						
Provision pour offre publique d'achat						
Provision pour logiciel de paye						
TOTAL DES PROVISIONS POUR CHARGES		21 079	5 698		5 741	21 036
<u>Provisions pour dépréciation</u>						
Provision sur titres de participation			18 574			18 574
Provision sur cautions de loyer		12 005			12 005	0
Provision sur stocks		70 667			70 667	0
Provision sur créances clients et comptes rattachés		19 019	25 003			44 023
Provision sur actions propres		162 420	12 107		1 711	172 816
TOTAL DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION		264 111	55 684		84 383	235 413
TOTAL GENERAL		352 191	65 382	45 000	112 124	260 449

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES (en €)

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	504 858	504 858	
Clients douteux ou litigieux	42 472	42 472	
Autres créances clients	110 893	110 893	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	3 148	3 148	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	8 412	8 412	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	150 733	150 733	
Groupe et associés	20 000	20 000	
Débiteurs divers	322 926	322 926	
Charges constatées d'avance	570 906	570 906	
TOTAL DES CREANCES	1 734 348	1 734 348	

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit à un an maxi	931 629	931 629		
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit à + de un an	1 337 747	700 236	637 511	
Emprunts et dettes financières divers	34 638	34 638		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 437 718	3 437 718		
Personnel et comptes rattachés	260 685	260 685		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	389 163	389 163		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	127 227	127 227		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	334 152	334 152		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 420	4 420		
Groupe et associés				
Autres dettes	172 268	172 268		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	36 249	36 249		
TOTAL DES DETTES	7 065 896	6 428 385	637 511	

Les honoraires commissaires aux comptes s'élevaient pour l'année 2008 à 109 726 €

DETTES CONCERNEES PAR LA PROCEDURE DE SAUVEGARDE (en €)

ESTIMATION

	31/12/2008	16/12/2008 Procédure De sauvegarde
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 269 376	2 389 399
Emprunts et dettes financières divers	34 637	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 437 718	3 083 487
Dettes fiscales et sociales	1 111 228	540 204
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 420	
Autres dettes	172 268	46 130
	7 029 647	6 059 220

PRODUITS À RECEVOIR & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (en €)

Nature des produits à recevoir	N	N-1
Produits à recevoir en subvention d'exploitation	-	-
Fournisseurs avoirs à recevoir	-	245 437
Assurance à recevoir		9 799
Plafonnement TP	150 733	
Produits à recevoir	150 733	255 236

CHARGES A PAYER (en €)

Nature des charges à payer	N	N-1
Intérêts courus sur emprunts	7 766	6 741
Fournisseurs – Factures non parvenues	151 451	386 153
Provisions et charges congés payés et RTT	332 144	324 892
Provision primes encadrement commercial	0	10 000
Personnel – Charges à payer	332 144	334 892
1% logement	27 836	17 205
Taxes foncières		
Taxe pub	1 731	1 336
Taxe d'aide au commerce	51 576	87 646
Organic	25 750	29 180
Formation professionnelle et fondecif	48 071	53 291
Taxe apprentissage	19 995	21 242
Taxe professionnelle	159 191	117 384
Etat – Charges à payer	334 150	327 284
Comité d'entreprise	55 880	29 210
Créditeurs divers – Charges à payer	55 880	29 210

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE (en €)

Les charges constatées d'avance inscrites à l'actif du bilan sont les suivantes :

Nature des charges constatées d'avance	N	N-1
Fournitures administratives, maintenance, locations diverses et autres	61 538	11 201
Crédit Baux	2 047	45 558
Loyers et charges locatives	507 321	499 508
Charges constatées d'avance	570 906	556 267

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES :

INTITULE	MONTANT
Ventes de marchandises	15 889 605
Production vendue - services	207 463
TOTAL	16 097 068

TRANSFERTS DE CHARGES (en €)

Nature des Transferts de charges	N	N-1
Transferts de charges sur frais de gestion RFA	89 287	51 949
Transferts de charges sur cotisations sociales diverses	26 210	11 386
Transferts de charges sur assurances	5 750	1 164
Transferts de charges d'exploitation	121 247	64 499
Avantages en natures	19 361	23 973
Autres prestations	915	1 816
Prestations avantages	20 276	25 789

PRODUITS EXCEPTIONNELS (en €)

Natures des produits exceptionnels	N	N-1
Produits sur cotisations sociales		35 762
Subvention d'équilibre		
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs		
Remboursements sur formation		10 257
Dédits et pénalités perçus sur transports		1 310
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		875
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		48 204
Immobilisations incorporelles	1 150 000	25 084
Immobilisations corporelles	1 000	
Produits des cessions d'éléments d'actif	1 151 000	25 084
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 151 000	73 288

CHARGES EXCEPTIONNELLES (en €)

Natures des charges exceptionnelles	N	N-1
Pénalités, amendes fiscales et pénales	1 158	396
Charges sur exercices antérieures	35 191	
Dotations exceptionnelles aux provisions	-22	
Autres charges exceptionnelles	37 500	200
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	73 827	596
Immobilisations incorporelles	7 500	25 396
Immobilisations corporelles		2 719
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	7 500	28 115
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	81 327	28 711

FONDS COMMERCIAL (en €)

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice
Droit au bail	461 434		7 500	453 934
Fonds acquis ayant fait l'objet d'une protection juridique	97 500			97 500
Autres				
TOTAL	558 934		7 500	551 434

Composition du capital social au 31 décembre 2008		
Nombres d'actions	Valeur nominale (en €)	Valeur totale (en €)
1 430 000	2,00	2 860 000

Identité des principaux détenteurs du capital au 31 décembre 2008	
Philippe VIGNON	647 986 actions
Carola VIGNON HARRINGTON	1 action
M. Mme TAVOLINI	532 057 actions
KENT MARINE	115 931 actions
Auto détention	34 326 actions
Public et autres	99 699 actions
TOTAL	1 430 000 actions

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

	Capital	Capitaux propres autres que Capital social	Quote part de capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis et non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés
				Brute	Nette					
A-Filiales										
Pecheubar.com	40 000	-65 583	75 %	30 000	11 426			31 111	-49 053	0
B-Participations	NEANT									

TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (en €)

	Rubriques	Montant
A	Situation à l'ouverture de l'exercice	
1	Capitaux propres à la clôture de l'exercice N-1 avant affectations	4 116 322
2	Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	-448 127
3	Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N	3 668 195
B	Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice N	
1	Variation du capital	
2	Variation des autres postes	
C	(= A3 + B) Capitaux propres de l'exercice après apports rétroactifs	3 668 195
D	Variations en cours d'exercice	
1	Variations du capital	
2	Variations des primes, réserves, report à nouveau	
3	Variations des "provisions" relevant des capitaux propres	
4	Contreparties de réévaluations	
5	Variations des provisions réglementées et subventions d'équipement	
6	Autres variations	-530 868
E	Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice N avant AGO (= C + ou - D)	3 137 327
F	VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE (= E - C)	
G	dont : variations dues à des modifications de structures au cours de l'exercice	
H	Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (F - G)	

Au 31/12/2008 et après prise en compte de la perte de l'exercice de -530 868 €, les capitaux propres s'élèvent à 3 137 326 €

ACTIONS PROPRES

NOMBRES D' ACTIONS PROPRES	VALEUR DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION	DIMINUTION	VALEUR FIN D'EXERCICE
34 326	246 548	0	0	246 548

Provision actions propres :	162 420	10 396	0	172 816
Valeur nette Actions propres :	84 128			73 732

CRÉDIT BAIL (en K€)

Engagements en matière de crédit-bail (en milliers d'euros)	Construction	Autres immobilisations corporelles
Valeur d'origine	1 650	96
Amortissements		
Cumul d'exercices antérieurs	486	65
Dotations de l'exercice	110	30
TOTAL	596	95
Redevances payées		
Cumul d'exercices antérieurs	743	77
Dotations de l'exercice	176	25
TOTAL	919	102
Redevances restant à payer		
A un an au plus	143	25
A plus d'un an et cinq ans au plus	535	
A plus de cinq ans	416	
TOTAL	1 094	25
Valeur résiduelle		
A un an au plus		
A plus d'un an et cinq ans au plus		
A plus de cinq ans		
TOTAL	0	0

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Couverture de change « Flexigain » auprès du Crédit Agricole Nord Est

Solde USD 10.000, contre valeur : 7 140.31€

Crédits documentaires à l'import

Caisse d'Épargne Lorraine Champagne Ardenne, utilisation au 31/12/2008 de 90 206 USD

Prêts en cours

Banque	Nature du prêt	Montant initial	Montant restant dû	Garantie
CRCA	MT ENT	800 000 €	213 710 €	Aucune
	MT ENT	500 000 €	209 037 €	Aucune
BECM	BILLET MOYEN TERME	450 000 €	315 000 €	Nantissement des fonds de commerce des magasins de Cahors, Châteauroux et Albi
CE	MT ENT	300 000 €	300 000 €	Nantissement des fonds de commerce de Jaux et de Besançon
	MT ENT	300 000 €	300 000 €	Nantissement des fonds de commerce de Jaux et de Besançon

Ligne de crédit

Nantissement des fonds de commerce de Charleville, Troyes, Vesoul et Cormontreuil au profit d'une ouverture de ligne de crédit de 600 000 € au CRCA.

Engagements par signature souscrits par la banque BECM au profit des bailleurs

Cautions d'un montant global de 37.761 € en faveur des propriétaires délivrées sur 2006 et 2007 en garantie du paiement des loyers et charges afférents à la location de locaux commerciaux situés à Merignac et Brive La Gaillarde.

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

La rémunération 2008 de monsieur Philippe VIGNON PDG est de 126 771 €.

EFFECTIF AU : 31/12/2008

Catégories	2008	2007	Variation
Cadres	10	11	-1
Agents de maîtrise	22	27	-5
Employés et techniciens	101	103	-2
Total	133	141	-8

Pour information, l'effectif moyen de la société est de 150 pour l'année 2008, contre 163 en 2007.

Les droits au DIF acquis par les salariés au 31 décembre 2008 sont de 7 214 heures.

ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE PENSIONS RETRAITES ET INDEMNITÉS ASSIMILÉES

L'évaluation est effectuée sur l'hypothèse d'un départ à la retraite à 65 ans. Ne s'agissant pas d'une mise à la retraite à l'initiative de l'employeur, les indemnités versées aux salariés sont assujetties aux cotisations sociales, l'évaluation est effectuée avec un taux de charges sociales réel sur la période 2008. D'autre part, l'âge retenu dans le cas de cette mise à la retraite est l'âge maximum légal à savoir 65 ans.

L'engagement a été calculé de la façon suivante :

Engagement d'IFC pour un salarié = Indemnité x probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite, avec :

- Indemnités = nombre de mois de salaire x salaire mensuel à la date d'évaluation

- Probabilité de présence à l'âge de la retraite = (1 - taux de turnover) nombre d'années restant x probabilité de survie

A noter :

Les informations disponibles n'étant pas suffisantes pour pouvoir évaluer avec précision le taux d'augmentation des salaires, d'une part, et le taux d'actualisation, d'autre part, nous avons considéré que la revalorisation des salaires est compensée par l'actualisation.

La Quote part d'engagement acquise à la clôture s'élève à 21.036,06 Euros.

Synthèse comptable :

Engagement provisionné au 31 décembre 2006 de 64.352 €

Engagement provisionné au 31 décembre 2007 de 21.079 €

Engagement provisionné au 31 décembre 2008 de 21.036 €

Reprise de provision au 31 décembre 2007 de 43.272 €

Reprise de provision au 31 décembre 2008 de 43 €

La variation de l'engagement social IFC a pour origine les mouvements de personnel sur 2006 et 2007 qui ont générés une reprise de provision. En effet les salariés entrants ne génèrent aucune dotation complémentaire (leur ancienneté dans l'entreprise étant inférieure à 1 an). En revanche les salariés sortants génèrent une reprise sur provision équivalente à leurs engagements calculés ultérieurement.



La Nature au quotidien

Société anonyme au capital de 2.860.000 euros
Siège social : 38, rue des Blancs Monts, 51350 Cormontreuil
387 490 121 RCS REIMS

**RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008 A L'ASSEMBLEE
GENERALE DU 28 JUILLET 2009**

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux dispositions statutaires et légales en vigueur, pour soumettre à votre approbation les comptes de notre dernier exercice social arrêté au 31 décembre 2008.

Les comptes qui vous sont soumis sont présentés de façon identique à ceux de l'exercice précédent.

Nous vous faisons part des principales actions que nous menons et des objectifs poursuivis.

I - Activité, résultats et situation financière

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation

L'exercice clos le 31 décembre 2008 a été marqué par une baisse de chiffres d'affaires. En effet, celui-ci s'est élevé à 16 097 K€ hors taxe, contre 18 281 K€ hors taxe l'exercice précédent soit une régression de 11,9 %.

En effet, l'activité au cours de l'exercice a été marquée par l'impact sur la consommation de la crise financière et économique, accentuée par une nouvelle baisse du marché de la pêche en eau douce et une concurrence forte.

Le nombre de magasins exploités en propre par la société s'établit à 39 au 31/12/08 contre 41 à fin 2007. En effet, deux magasins déficitaires ont été fermés au cours de l'exercice : Toulouse en Octobre 2008, et Alençon en Novembre 2008.

La société a poursuivi sa politique de réduction de coûts déjà entamé : réduction d'effectifs et de l'ensemble des frais généraux.

Ainsi, l'effectif salarié à fin décembre 2008 s'élève à 133 personnes contre 141 à fin 2007 et l'effectif moyen est passé de 163 personnes à 150 personnes.

De ce fait les frais de personnel (charges sociales incluses) régressent de 10,9%, les impôts et taxes de 12,6%. Les autres achats et charges externes passent de 4 246,8 K€ à 4 650,9K€ mais en neutralisant l'abandon de loyers de 421K€ dont avait bénéficié la société en 2007, ils sont stables.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 16 431,2 K€ contre 19 222,7 K€. Les charges d'exploitation se sont élevées à 17 860,7 K€ contre 19 612,1 K€. Ainsi, le résultat d'exploitation s'établit en déficit de 1 429,5K€ contre un déficit de 389,4K€.

Le taux de la marge d'exploitation s'améliore à 49,8% du chiffre d'affaires HT contre 48,7% en 2007.

Le résultat courant avant impôt est de - 1 581,7K€ K€ contre - 492 ,7K€ en 2007.

Conjoncture économique

Le marché de la pêche en eau douce a connu une nouvelle régression au cours de l'année 2007.

En effet le nombre de pêcheurs en eau douce, mesuré au travers de la vente de cartes de pêche, a régressé de 2,8%. L'activité a été fortement impactée dans certains départements suite aux pollutions de cours d'eau au PCB, et aux arrêtés pris par les autorités pour y limiter les activités de pêche.

Le marché de la pêche en mer ne dispose pas de données mesurables sur le nombre de pratiquants (absence de carte de pêche).

L'impact de la crise économique s'est traduit par une baisse d'activité notamment au cours de l'été 2008, c'est-à-dire au cours de la haute saison de l'activité.

Résultats financiers et trésorerie

Les charges financières nettes ont représenté 152 K€ en 2008 contre 103,2 K€ en 2007. Les intérêts nets de produits financiers s'élèvent à 117,5K€ contre 142K€ en 2007.

La situation financière de la société, notamment sa situation d'endettement au regard du volume et de la complexité de nos affaires au sens de l'article L. 226-100 du code de commerce fait ressortir :

- un taux d'endettement de 72% par rapport aux capitaux propres, en diminution par rapport à fin 2007 où il s'établissait à 84%.
- un taux d'endettement de 19 % par rapport à notre chiffre d'affaires net, stable par rapport à l'exercice antérieur.
- La procédure de sauvegarde ayant été ouverte le 16/12/2008, elle n'a pas eu d'incidence significative sur la trésorerie.

Notre trésorerie a évolué de la façon suivante :

– elle s’est améliorée suite à une meilleure gestion du besoin en fond de roulement liée notamment à une diminution sensible des stocks.

La trésorerie d’exploitation d’un montant de – 713 K€ est en amélioration de 791, K€ sur celle de 2007.

Stocks

Les stocks bruts s’élèvent à 34,7% du chiffre d'affaires, ratio du même niveau que l’an dernier, même si leur montant a diminué de 12%.

Investissements

Les investissements bruts corporels et incorporels s’élèvent à 92 K€, ils ont principalement concerné les agencements de certains de nos magasins.

Évolution des résultats

Le total des produits d’exploitation s’élève à 16 431 K€ en baisse de 14,5% par rapport au montant de l’exercice précédent s’élevant à 19 223 K€.

Les charges d’exploitation se sont élevées globalement à 17 860,7K€ contre 19 612 K€ au titre de l’exercice précédent soit une diminution de 8,9%.

Le résultat courant avant impôt déficitaire ressort à -1 581,7 K€ contre -492,7 K€ pour l’exercice précédent.

Le résultat des opérations exceptionnelles est excédentaire de 1 069,7 K€ et comprend des produits exceptionnels liés à des cessions de droits au bail de 4 magasins : Bondy, Beaune, Toulouse et Avignon. Le magasin de Bondy avait été fermé en 2006, celui de Beaune en 2007, Toulouse en octobre 2008 et Avignon a été transféré en novembre 2008 sur une surface plus petite.

Ainsi, la perte de l’exercice ressort à 530,8K€ contre une perte de 448,1K€ en 2007.

Présentation des comptes

La situation que nous venons de vous exposer est reflétée dans les comptes annuels, le bilan et l'annexe que nous vous présentons.

Méthode inchangée

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de ces documents sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à celles adoptées pour les exercices précédents.

II – Information sur les risques

Les principaux facteurs de risques auxquels notre entreprise est confrontée sont les suivants :

– risques de marché : la société est exposée à un risque de change sur ses achats en dollars pour couvrir ses importations de produits venant d'Asie. Elle procède à des couvertures sur le marché par des instruments traditionnels.

III - Perspectives pour 2009

L'environnement économique global laisse présager une activité et des résultats d'exploitation encore difficiles pour 2009.

L'entreprise continue à réduire ses couts pour s'adapter à cette conjoncture.

IV - Événements importants

L'exercice écoulé a été marqué par les événements importants ci-après relatés :

1) Procédure de sauvegarde

- Le 16 décembre 2008, la société a sollicité l'ouverture d'une procédure de sauvegarde auprès du Tribunal de Commerce de Reims qui a été obtenue. En effet, cette décision a été prise du fait de la détérioration de l'activité d'une part et au non renouvellement des crédits de campagne par les banques de la société. Dans son jugement, le Tribunal a fixé la période d'observation jusqu'au 16/06/2009.
- Le 17 février 2009, le Tribunal, dans un nouveau jugement, a maintenu la période d'observation jusqu'au 16/06/2009 et a fixé au 28/05/09 la présentation du bilan économique et social et la présentation d'un projet de plan de sauvegarde ou le renouvellement de la période d'observation.
- Il convient de souligner que la société a eu la capacité depuis le 16 décembre 2008 de faire face aux dettes nées au cours de la période d'observation.
- L'ensemble du passif de la société au 16/12/08, date de l'ouverture de la procédure de sauvegarde, est estimé à 6 061 K€.

2) Cessions de droits au bail et fermeture de 2 magasins :

Au cours de l'exercice quatre cessions de droit au bail sont intervenues et ont permis d'enregistrer pour 1 150 K€ de produits exceptionnels.

Deux magasins déficitaires ont été fermés, Toulouse et Alençon. Un magasin, Avignon, a été transféré dans une surface commerciale plus petite permettant de réduire ses coûts.

V - Informations sociales

Les informations essentielles relatives aux questions de personnel ayant trait à l'activité spécifique de notre société sont les suivantes :

L'emploi

L'effectif total de la société est de 133 au 31/12/2008 contre 141 au 31/12/2007.

Au cours de l'exercice les embauches suivantes ont été réalisées : contrats à durée déterminée : 38, contrat à durée indéterminée : 24.

La durée moyenne du temps de travail dans l'entreprise est de :

35 heures hebdomadaires pour le personnel des magasins

37,5 heures hebdomadaires pour le personnel du siège social

Rémunérations

Le montant des rémunérations au titre de l'exercice 2008 s'élève à 2955 K€ contre 3 442,8 K€ pour l'exercice précédent, soit une variation de -14,2%

Le montant des charges sociales au titre de l'exercice 2008 s'élève à 919,2 K€ contre 909,6 K€ pour l'exercice précédent.

La Société a employé un travailleur handicapé sur l'exercice 2008.

VI - Informations concernant les mandataires sociaux

Rémunérations

En application des nouvelles dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés au cours de l'exercice à chacun des mandataires sociaux ; cette information porte sur les sommes versées tant par votre société que par les sociétés contrôlées par elle au sens de l'article L. 233-16 du code de commerce ou de la société mère qui nous contrôle.

M. Philippe VIGNON, Président du conseil d'administration et directeur général a reçu au cours de l'exercice au titre de sa rémunération brute et des avantages de toute nature : 122 474,61 euros

Mandats exercés

M. Philippe Vignon Président du conseil d'administration et directeur général est titulaire du mandat ci-après au cours de l'exercice 2008 :

- membre du Conseil de Surveillance de la société Groupe Salmon Arc en Ciel siège social à Villedieu La Brouère,
- gérant de la SARL Pecheubar.com

M. Luc Tavolini administrateur est titulaire des mandats et exerce les fonctions d'administrateur et/ou de dirigeant dans les sociétés suivantes :

- Kent Fournitures Industrielles
- Birdie Finance
- Kent Marine Equipment
- Pro Ship
- Kent Développement
- Automobiles Océanes

Choix du mode de direction de la société

Nous vous précisons que le conseil d'administration dans sa séance en date du 04/01/2007 a, en application du choix offert par la loi et dans les conditions prévues à l'article des statuts, désigné comme directeur général de la société son président en la personne de Monsieur Philippe Vignon. qui cumulera ainsi les fonctions de président du conseil avec celles de directeur général ; cette nomination a été faite pour la même durée que celle du mandat d'administrateur de Monsieur Philippe Vignon

VII - Autres points sur lesquels les actionnaires seront appelés à statuer

Jetons de présence

Aucun jeton de présence n'est alloué sur cet exercice aux administrateurs.

Conventions réglementées

Aucune des personnes concernées ne nous a informé de l'existence d'une convention soumise à cette procédure d'autorisation des dites conventions.

Dépenses non déductibles

Nous vous demandons de vous prononcer sur les dépenses non déductibles fiscalement engagées au titre de l'exercice pour un montant de 4.849 euros représentant un impôt théorique de 1 158 euros.

Observations du comité d'entreprise

Au présent rapport est annexé le texte éventuel des observations présentées par le comité d'entreprise en application de l'article L. 432-4 du code du travail.

Programme de rachat d'actions propres

Nous vous proposons, conformément aux dispositions des articles L 225 -209 et suivants du Code de Commerce, d'autoriser le Conseil d'administration à procéder à des achats en bourse d'actions de la société, aux fins de :

- Assurer l'animation du titre au travers d'un contrat de liquidité conforme à la chartre ALEI reconnue par l'AMF,
- Procéder à l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- Assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions à des salariés et des mandataires sociaux de la société MONDIAL PECHE, plus généralement toute cession et/ou attribution d'actions aux salariés dans le cadre de dispositions légales.

Cette autorisation est donnée pour une durée de 18 mois à compter de l'Assemblée Générale, soit jusqu'au 17 décembre 2010.

Le nombre maximum d'actions susceptibles d'être achetées est fixé à 85 800. Le prix d'achat maximum par action ne pourra excéder 3,00 € (soit un montant global maximal de 257,4 K€ destiné à la réalisation de ce programme).

Les actions seront rachetées par interventions sur le marché ou par voie d'acquisition de blocs de titres dans le cadre des dispositions légales et réglementaires applicables. Les acquisitions par blocs de titres pourraient atteindre l'intégralité du programme. Les acquisitions et cessions pourront intervenir en période d'offre publique, dans les limites de la réglementation boursière.

Le nombre d'actions détenues en exécution de la présente autorisation ne pourra excéder 10% du capital social soit 143.000 actions.

Le Conseil d'administration donnera chaque année aux actionnaires dans son rapport à l'Assemblée Générale Ordinaire les informations relatives aux achats d'actions et cessions réalisées.

VIII - Résultat et affectation du résultat

La situation que nous venons de vous exposer est reflétée dans les comptes annuels, le bilan et l'annexe que nous vous présentons.

Affectation du résultat :

L'exercice écoulé fait apparaître une perte de 530 868 euros que nous vous proposons d'imputer sur le poste Report à nouveau. Après cette affectation, le report à nouveau s'élèvera à -3 959 254 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, nous vous rappelons qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

Nous vous rappelons que le présent rapport et la résolution relative à l'affectation des résultats devront être déposés avec les comptes annuels auprès du registre du commerce et des sociétés.

Nous demeurons à votre disposition pour vous fournir tous les renseignements complémentaires que vous pourriez souhaiter.

IX) Points divers

Répartition du capital

La répartition de la détention du capital de notre société s'établit donc comme suit au 31/12/2008 :

Au 31/12/2008

	ACTIONS	
	Nombre	% du capital
Kent Marine	115 931	8,11
Luc et Claudine TAVOLINI	532.057	37,21
Philippe VIGNON	647.986	45,31
Carole VIGNON HARRINGTON	1	NS
Auto détention	34 326	2,40
Public	99 699	6,97
TOTAL	1 430 000	100,00

Changement de raison sociale de notre commissaire aux comptes :

Notre commissaire aux comptes, la société Exco Atlantique sis 46 bis rue des Hauts Pavés à Nantes 44, a changé de dénomination sociale et devient « Ernst and Young Atlantique».

En conclusion, nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes annuels tels qu'ils vous ont été présentés, donner quitus au Conseil d'administration de sa gestion et l'affectation des résultats qui vous a été proposée, en adoptant les résolutions qui vont vous être soumises.

**RESULTATS (ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES)
DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

Nature des indications en €	Exercice 2004	Exercice 2005	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2008
I. Capital en fin d'exercice					
Capital social.....	2 860 000	2 860 000	2 860 000	2 860 000	2 860 000
Nombre des actions ordinaires existantes.....	1 430 000	1 430 000	1 430 000	1 430 000	1 430 000
II. Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes.....	22 576 241	21 460 495	18 792 805	18 281 124	16 097 068
Résultat avant impôts, participat. salariés, dotat. aux amort. et provisions.....	493 782	-505 434	747 385	-546 649	-603 833
Impôts sur les bénéfices.....	19 056	18 750	18750	18 750	18 750
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.....	-139 698	-1 336 791	-1 002 899	-448 127	-530 868
Résultat distribué (dont précompte).....	0	0	0	0	0
III. Résultats par action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amort. et provisions.....	0,33	0,36	0,51	-0,38	-0,44
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amort. et provisions.....	-0,40	-0,94	-0,70	-0,31	-0,37
IV. Personnel					
Effectif moyen des salariés de l'exercice.	210	204	193	163	150
Montant de la masse salariale de l'exercice...	3 491 548	3 923 465	3 730 502	3 442 823	2 955 011
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	1 505 478	1 272 697	1 197 821	909 685	919 233



La Nature au quotidien

Société anonyme au capital de 2.860.000 euros
Siège social : 38, rue des Blancs Monts, 51350 Cormontreuil
387 490 121 RCS REIMS

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL SUR LE CONTROLE INTERNE

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L. 225 -37 du code de commerce, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007

des procédures de contrôle interne mises en place par le Groupe

des éventuelles limitations que le Conseil d'Administration apporte aux pouvoirs du Directeur Général.

des principes et règles arrêtées pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux

des modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale

Préambule :

La société ne se réfère pas aux codes du gouvernement d'entreprise élaborés par le MEDEF ou l'AFEP compte tenu de sa taille et de ses structures fonctionnelles allégées.

I – CONDITIONS DE PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Je vous rappelle que le Conseil d'Administration a pour mission de déterminer les orientations de l'activité de la société et de veiller à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées Générales et dans la limite de l'objet social, il peut se saisir de toutes les questions intéressant la bonne marche de la société et régler les affaires qui la concernent.

Enfin, le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Votre Président quant à lui :

☐ Organise les travaux du Conseil d'Administration : à ce titre, il fixe les dates de tenue de ce dernier, en établit l'ordre du jour, procède aux convocations, rédige les procès verbaux et en contrôle la signature ;

☐ Dirige les travaux de celui-ci : à ce titre, il organise la tenue des réunions proprement dites (ouverture des séances, participations de tiers, police des débats, mise aux voix, clôture de séances, ...) ;

☐ Dans ce cadre, veille à ce que les administrateurs soient en mesure de remplir leur mission et notamment qu'ils bénéficient des informations nécessaires pour pouvoir délibérer de manière éclairée sur les sujets abordés ;

☐ En relation avec la préparation et la tenue des séances du Conseil d'Administration, organise les relations avec le Commissaire aux Comptes notamment.

Le Conseil d'Administration est composé à ce jour de 4 membres.

L'article 20 des statuts prévoit que le conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Ainsi au cours de l'exercice écoulé et clôturant au 31 décembre 2008, votre Conseil d'Administration s'est réuni 7 fois.

L'agenda des réunions a été le suivant :

- Conseil du 10/04/2008
- Conseil du 25/04/2008
- Conseil du 04/06/2008
- Conseil du 02/09/2008,
- Conseil du 12/09/2008,
- Conseil du 09/10/2008,
- Conseil du 10/12/2008

Lors de chaque réunion du conseil d'administration, le secrétaire donne lecture du procès-verbal des délibérations de la précédente réunion et soumet ce procès-verbal à l'approbation du conseil.

II – PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIETE

2.1 OBJECTIFS DU CONTROLE INTERNE

Les procédures de contrôle interne ont pour objet :

□ De veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements du personnel s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, soient conformes aux normes et règles internes à l'entreprise et soient conformes aux lois et règlements en vigueur ;

□ De vérifier que les informations comptables et financières communiquées aux organes sociaux notamment reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société ;

□ De prévenir et maîtriser les risques de toute nature encourus par la société et résultant notamment de son activité ainsi que les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptables et financier, et ce dans le souci de protéger le patrimoine social et de préserver les actifs de l'entreprise.

2.2 PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIETE ET ORGANISATION DE CES PROCEDURES

Le Président supervise directement l'ensemble des opérations ou travaux qui impactent les comptes significatifs. S'agissant des opérations aux décisions desquelles il n'a pu préalablement participé, il lui est rendu compte directement.

2.2.1 Contrôle des magasins

Les magasins sont contrôlés de manière aléatoire, deux fois par trimestre par des responsables régionaux qui s'assurent de leur conformité à la politique commerciale MONDIAL PECHE, du suivi des procédures en magasin, de la qualité et de la formation des équipes.

2.2.2 Contrôle des achats

Les nouveaux produits portant la marque MONDIAL PECHE ou la marque NEC+ sont contrôlés par le directeur des achats et, lorsque cela est nécessaire, par une commission formée de directeurs de magasins, au moment de la conception, au moment de la réception des échantillons et à la réception des produits.

2.2.3 Conformité des magasins

Les magasins sont contrôlés par les commissions de sécurité et par des organismes agréés. Lorsque ces organismes préconisent des modifications ou des adaptations, elles sont réalisées dans les semaines qui suivent le contrôle.

2.2.4 Contrôle des flux financiers des magasins

Les flux financiers des magasins sont systématiquement contrôlés tous les 2 jours depuis le siège social. Les fonds et les chèques sont déposés en banque chaque jour.

2.2.5 Contrôle des stocks

Des inventaires partiels et aléatoires sont réalisés chaque jour dans tous les magasins. Pour l'exercice 2008, tous les magasins et la plate-forme logistique ont inventoriés en totalité sur le mois de novembre 2008, sauf le stock du magasin de Toulouse qui a été réalisé en mars 2009. Le commissaire aux comptes participe aux inventaires annuels.

2.2.6 Contrôle administratif

Les services administratifs diligent les contrôles de conformité aux lois et règlements, s'assurent de la fiabilité des informations financières et de gestion, contrôlent les flux et le respect des procédures.

2.3 LES ACTEURS DU CONTÔLE INTERNE

Le Conseil d'Administration et son Président sont les initiateurs de ce système de contrôle. Ils veillent à son bon fonctionnement et analysent ses résultats.

Le Directeur du réseau de magasins, les Responsables de Région, encadrant de 5 à 13 magasins, et les Responsables de Magasin sont les acteurs clés du système de contrôle interne.

Ils veillent à une application systématique et rigoureuse. Le Directeur de Réseau, en collaboration avec le PDG en exploite les résultats.

La Direction des Achats met en oeuvre et exploite les résultats des procédures portant sur le contrôle qualité des produits et sur le contrôle des stocks.

La Direction Administrative enregistre les données, contrôle les flux financiers, prépare les états comptables et rédige l'ensemble des documents comptables, sociaux et fiscaux. Elle tient une comptabilité analytique par magasin et déclenche, le cas échéant, des actions correctives. Enfin elle assume, en collaboration avec des conseils externes, la veille juridique pour le compte de la société.

Le Département informatique s'assure de la fiabilité du système et des informations produites. Il veille particulièrement à s'assurer la sauvegarde des logiciels et des données.

Les travaux de 2008 ont porté sur :

- l'informatique et la fiabilité de l'ensemble des informations, particulièrement la fiabilité du calcul du PUMP des stocks..

- l'analyse de l'efficacité des procédures en magasin et la réécriture de certaines d'entre elles. Notamment les procédures de transfert entre magasins et entre l'entrepôt et les magasins ont été revues.

- l'analyse de l'efficacité des procédures comptables et la réécriture de certaines d'entre elles. Notamment les procédures d'impayés clients ont été examinées et réécrites.

III – LIMITATIONS QUE LE CONSEIL D'ADMINISTRATION APPORTE AUX POUVOIRS DU DIRECTEUR GENERAL

Le Président du Conseil d'Administration assume sous sa responsabilité la Direction Générale de la Société et la représente dans ses rapports avec les tiers avec les pouvoirs les plus étendus sous réserve, toutefois, de ceux expressément attribués par la Loi aux Assemblées Générales et au Conseil d'Administration. Il ne peut cependant consentir aucun aval, caution ou garantie en faveur de tiers sans l'autorisation du Conseil d'Administration.

IV – PRINCIPES ET REGLES POUR DETERMINER LES REMUNERATIONS ET AVANTAGES DE TOUTE NATURE ACCORDES AUX MANDATAIRES SOCIAUX :

Le Conseil d'administration fixe les rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux.

V – MODALITES PARTICULIERES RELATIVES A LA PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES A L'ASSEMBLEE GENERALE :

Les statuts de la société prévoient dans leur article 31-3 : « Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis trois ans au moins au nom du même actionnaire, soit de nationalité française, soit ressortissant d'un Etat membre de la Communauté Economique Européenne ».

Je reste à votre disposition pour vous donner toutes précisions complémentaires ou explications que vous jugerez utiles.

Je vous précise également que conformément à l'article L. 225 -235 du Code de commerce, tel que modifié par la loi n° 2003 -706 du 1er août dite 2003 « loi de sécurité financière », notre Commissaire aux Comptes vous présentera, dans un rapport joint à son rapport sur les comptes annuels, ses observations sur le présent rapport.

Le Président du Conseil d'administration

MONDIAL PECHE S.A.

38 rue des Blancs Monts

51350 CORMONTREUIL

Exercice clos le 31 décembre 2008

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

MONDIAL PECHE S.A.

38 rue des Blancs Monts
51350 CORMONTREUIL
Exercice clos le 31 décembre 2008

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société MONDIAL PECHE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe 1a) de la note "règles et méthodes" de l'annexe concernant l'impact sur les comptes annuels de l'ouverture de la procédure de sauvegarde.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- la note 2)c) des "règles et méthodes comptables" de l'annexe expose les règles retenues en matière de provision pour dépréciation des stocks.
- Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe.
- Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

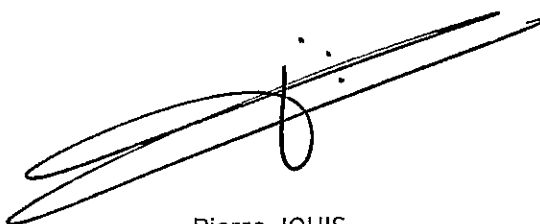
Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.
- En application de la loi, nous vous signalons que la liste des conventions prévue par l'article L. 225-39 du Code de commerce n'a pas été établie.

Nantes, le 25 juin 2009

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG ATLANTIQUE



Pierre JOUIS

BILAN ACTIF (en €)

Intitulés	2008			2007
	Brut	Amort	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	660 335	657 198	3 136	9 836
Fonds commercial	551 434		551 434	558 934
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immo. incorpo.				
immobilisations corporelles				
Terrains	44 970	21 782	23 189	23 438
Constructions				
Installations tech., mat. et outillages indus.	5 550	4 082	1 468	2 224
Autres immobilisations corporelles	7 209 796	5 046 988	2 162 808	2 498 933
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
immobilisations financières				
Particip. évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	30 000	18 574	11 426	30 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	504 858		504 858	534 204
ACTIF IMMOBILISE	9 006 943	5 748 625	3 258 318	3 657 568
Stocks				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
Encours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	5 581 766		5 581 766	6 369 299
Créances				
Clients et comptes rattachés	153 365	44 023	109 343	108 379
Autres créances	505 219		505 219	648 810
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières dont actions propres :	246 548	172 816	73 733	84 129
Disponibilités	128 975		128 975	214 935
Comptes de régularisations				
Charges constatées d'avance	570 906		570 906	556 267
ACTIF CIRCULANT	7 186 779	216 838	6 969 941	7 981 819
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecartis de conversion actif				
TOTAL GENERAL	16 193 722	5 965 463	10 228 259	11 639 386

BILAN PASSIF (en €)

Intitulés	2008	2007
Capital social ou individuel, dont versé : 2 860 00	2 860 000	2 860 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	3 170 671	3 170 671
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	218 002	218 002
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	847 907	847 907
Report à nouveau	-3 428 386	-2 980 259
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-530 868	-448 127
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	3 137 326	3 668 195
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	4 000	67 000
Provisions pour charges	21 036	21 079
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	25 036	88 079
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 269 376	3 094 820
Emprunts et dettes financières divers	34 637	34 483
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 437 718	3 623 624
Dettes fiscales et sociales	1 111 228	963 101
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 420	4 420
Autres dettes	172 268	160 552
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	36 249	
DETTES	7 065 897	7 880 999
Ecart de conversion passif		2 112
TOTAL GENERAL	10 228 259	11 639 386

COMPTE DE RESULTAT (en €)

	2006			2007
	France	Export	Total	
Vente de marchandises	15 889 605		15 889 605	18 056 045
Production vendue : - biens				
Production vendue : - services	207 463		207 463	223 079
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	16 094 383		16 097 068	18 281 124
Production stockée				
Production immobilisée			22 835	
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			293 188	923 486
Autres produits			18 086	18 143
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION			16 431 177	19 222 752
Achat de marchandises (y compris droits de douane)			7 213 336	9 745 568
Variation de stocks (marchandises)			858 200	-366 476
Achat de mat. Prem. et autres appro. (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			4 650 991	4 246 802
Impôts, taxes et assimilés			738 450	845 072
Salaires et traitements			2 955 011	3 442 823
Charges sociales			919 233	909 685
Dotations d'exploitation				
sur immobilisations : dotations aux amortissements			436 602	705 728
sur immobilisations : dotations aux provisions				
sur actif circulant : dotations aux provisions			33 259	13 252
pour risques et charges : dotations aux provisions			9 698	48 000
Autres charges			45 973	21 670
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION			17 860 753	19 612 124
RESULTAT D'EXPLOITATION			-1 429 576	-389 372
Opérations en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
Produits financiers de participations				
Prods des autres val. Mob. et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			78	1 872
Reprises sur provisions et transferts de charges			13 717	32 304
Différences positives de change			16 090	5 943
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				10 089
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS			29 885	50 209

Ernst & Young Atlantique
 Société Anonyme
 d'Expertise Comptable
 et de Commissariat aux Comptes
 46 bis, Rue des Hauts Pavés
 BP 21001 - 44010 NANTES Cédex 1
 Tél. 02 40 20 21 22
 Télécopie 02 40 08 04 30

Charges financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions	30 681	
Intérêts et charges assimilées	117 561	143 939
Différences négatives de change	33 857	9 602
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	182 099	153 541
RESULTAT FINANCIER	-152 214	-103 333
RESULTAT COURANT	-1 581 790	-492 704
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		48 204
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 151 000	25 084
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 151 000	73 288
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	73 849	596
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	7 501	28 115
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-22	
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	81 328	28 711
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 069 672	44 577
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	18 750	
TOTAL DES PRODUITS	17 612 062	19 346 249
TOTAL DES CHARGES	18 142 930	19 794 376
BENEFICE ou PERTE	-530 868	-448 127

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

TOTAL DU BILAN : 10 228 259 €
TOTAL DES PRODUITS : 17 612 062 €
TOTAL DES CHARGES : 18 142 930 €
RESULTAT DE L'EXERCICE : - 530 868 €

Circonstances qui empêchent de comparer, d'un exercice à l'autre, certains postes du bilan et autres faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable :

FAITS MARQUANTS

1- Procédure de sauvegarde

- Le 16 décembre 2008, la société a sollicité l'ouverture d'une procédure de sauvegarde auprès du Tribunal de Commerce de Reims qui a été obtenue. En effet, cette décision a été prise du fait de la détérioration de l'activité d'une part et au non renouvellement des crédits de campagne par les banques de la société. Dans son jugement, le Tribunal a fixé la période d'observation jusqu'au 16/06/2009.
- Le 17 février 2009, le Tribunal, dans un nouveau jugement, a maintenu la période d'observation jusqu'au 16/06/2009 et a fixé au 28/05/09 la présentation du bilan économique et social et la présentation d'un projet de plan de sauvegarde ou le renouvellement de la période d'observation.
- Il convient de souligner que la société a eu la capacité depuis le 16 décembre 2008 de faire face aux dettes nées au cours de la période d'observation.
- L'ensemble du passif de la société au 16/12/08, date de l'ouverture de la procédure de sauvegarde est estimé à 6 059 K€.

2- Cessions de droits au bail, fermeture de 2 magasins et transfert d'un magasin :

Au cours de l'exercice quatre cessions de droit au bail sont intervenues et ont permis d'enregistrer pour 1 151 K€ de produits exceptionnels.

Deux magasins déficitaires ont été fermés, Toulouse et Alençon. Un magasin, Avignon, a été transféré dans une surface commerciale plus petite permettant de réduire ses coûts.

Ernst & Young Atlantique
Société Anonyme
d'Expertise Comptable
et de Commissariat aux Comptes
46 bis, Rue des Hauts Pavés
BP 21001 - 44010 NANTES Cédex 1
Tél. 02 40 20 21 22
Télécopie 02 40 08 04 30

REGLES ET METHODES

1) a) Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2008 ont été établis et sont présentés conformément aux prescriptions légales et réglementaires par référence au CRC 99-03 et dans le respect des principes de prudence. Les conventions suivantes ont notamment été respectées : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre et indépendance des exercices.

Plus particulièrement, l'ouverture de la procédure de sauvegarde du 16 décembre 2008 n'a pas eu d'incidence sur les règles d'évaluations et de comptabilisations retenues. En effet, il a été considéré que le principe de continuité d'exploitation n'est pas remis en cause par cette procédure.

b) Les règlements du Comité de Réglementation Comptable CRC 2002-10 et 2004-06, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er Janvier 2005, ont été mis en œuvre. Toutefois compte tenu de l'activité de la société et l'absence d'ensemble immobilier, il n'a pas été identifié d'immobilisations décomposables autres que les immeubles. Toutefois, la société ne détient pas d'immeuble en propre.

c) En matière de valorisation des actifs et en application des articles 311-2, 321-5, 321-10 et 321-15 du plan comptable général, l'entreprise exerce les options suivantes : les frais d'acquisition des immobilisations sont en charges, les frais financiers sont toujours exclus de la valorisation des actifs concernés et aucune provision n'est constituée pour les dépenses de gros entretien.

2) L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Plus particulièrement, les modes et méthodes d'évaluations suivantes ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels :

a) Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Les concessions, brevets et droits similaires sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans. Les fonds commerciaux ne font pas l'objet d'amortissements. Lorsque un indice de risque est identifié, un test de valeur est réalisé et les éventuelles dépréciations constatées.

b) Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition (prix de revient et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou à leur valeur d'apport. L'amortissement a été calculé sur la durée normale des biens selon le mode linéaire : agencements et aménagements de 5 à 20 ans, mobiliers et matériels de bureaux de 5 à 10 ans.

c) Les stocks sont valorisés au coût moyen pondéré. Pour les articles importés directement par la société, les coûts de transport et de dédouanement sont compris dans le prix d'achat. Les stocks font l'objet d'une dépréciation correspondant à l'évaluation du risque de faible rotation de certains articles.

d) Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'apparaît un risque de non recouvrement.

e) Actions propres
Figurent au poste valeurs mobilières de placement, les actions MONDIAL PECHE détenues dans le cadre de la régulation des cours ou plan d'achat d'actions. Une provision pour dépréciation est constatée dès lors que le cours de bourse serait inférieur à la valeur nette des actions propres détenues.

f) Par ailleurs conformément à la réglementation comptable les actifs d'impôts latents relatifs à la fiscalité différée n'ont pas été comptabilisé soit un actif latent net de 1 383,32 K€.

g) Les opérations en devises sont enregistrées pour leur contre-valeur en Euros à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en Euros au cours du 31/12.

Le cas échéant, la différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écarts de conversion ».

Les pertes latentes de change non couvertes à terme font l'objet d'une provision pour risques. Seuls les pertes et profits constatés à l'échéance, par rapport à la valeur d'origine, sont enregistrés au compte de résultat.

h) Provisions pour risques et charges
Dans le cadre normal de ses activités, la société peut être impliquée dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant des provisions retenues est fondé sur l'appréciation du niveau de risque au cas par cas et ne répond pas en premier lieu du stade d'avancement des procédures.

i) Engagements de retraite
L'évaluation des engagements de retraite a été effectuée conformément à la recommandation du CNC n° 2003 R 01 du 1er avril 2003. Elle est basée sur les hypothèses suivantes : Le départ à la retraite intervient à l'âge de 65 ans, les indemnités de départ sont soumises aux charges sociales et les indemnités tiennent compte des probabilités de départ avec application de tables de mortalité. En revanche, par simplification et conformément à la faculté offerte aux entreprises de moins de 250 salariés par la recommandation précitée, il n'a pas été tenu compte de l'évolution des rémunérations et de l'actualisation des sommes à verser, ces deux éléments étant présumés se compenser.

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE (modèle CNCC)

Montant en K€	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net	-531	-448
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
- Amortissements et provisions	345	-99
- Quote part de subvention virée au résultat		
- Variation des impôts différés		
- Neutralisation des plus values et moins value de cessions	-1 144	3
Marge brute d'autofinancement	- 1 330	-544
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		
+ variation stocks	- 858	367
+ variation des créances clients	26	8
+ variation des autres créances (hors I.D.)	-144	-608
+ variation des comptes de régularisation actif	14	40
- variation des dettes fournisseurs	186	-1 436
- variation des autres dettes (hors I.D.)	-159	248
- variation des comptes de régularisation passif	-36	38
Variation du BFRE	-971	-1 342
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-359	798
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
- acquisition d'immobilisations (hors crédit bail)	-115	-115
+ subvention d'investissement obtenue au cours de l'exercice	1 215	25
- cession d'immobilisations		
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	1 100	-90
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
- dividendes versés		
- augmentation de capital en numéraire		
- variation nette des emprunts (hors crédit bail mais avec dépôts de garantie)	68	212
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	68	212

VARIATION DE TRESORERIE

Flux net de trésorerie généré par l'activité	-359	798
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	1 100	-90
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	68	212
VARIATION DE TRESORERIE	809	920
Trésorerie nette en début de période	-1 363	-2 287
Trésorerie nette en fin de période	-555	-1 363
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	808	924
ECART	1	-4
Variation du Besoin en Fonds de Roulement (y compris impôts différés)	971	-1 342
Variation du Fonds de Roulement	-163	-418
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	808	924

Ernst & Young Atlantique
 Société Anonyme
 d'Expertise Comptable
 et de Commissariat aux Comptes
 46 bis, Rue des Hauts Pavés
 BP 21001 - 44010 NANTES Cédex 1
 Tél. 02 40 20 21 22
 Télécopie 02 40 08 04 30

IMMOBILISATIONS (en €)

	Valeur brute début 2008	Réévaluations 2008	Acquisitions 2008
Frais d'établissement et de développement			467
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 218 801		
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 218 801		467
Terrains	44 970		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels	5 550		
Installations générales, agencements, aménagements divers	6 681 621		88 960
Matériel de transport			
Matériel de bureau et mobilier informatique	435 892		3 323
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 168 033		92 283
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	30 000		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	546 209		22 651
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	576 209		22 651
TOTAL GENERAL	8 963 044		115 401
	Virements 2008	Cessions 2008	Valeur brute fin 2008
Frais d'établissement et de développement		7 500	1 211 769
Autres postes d'immobilisations incorporelles		7 500	1 211 769
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			44 970
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels			5 550
Installations générales, agencements, aménagements divers			6 770 581
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, mobilier			439 215
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			7 260 317
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			30 000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières		64 002	504 858
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		64 002	534 858
TOTAL GENERAL		71 502	9 006 943

AMORTISSEMENTS (en €)

Situation et mouvements de l'exercice	Montant début 2008	Augmentations	Diminutions	Montant fin 2008
Frais d'établissement, de recherche et de dev.				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	650 031	7 167		657 198
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	650 031	7 167		657 198
Terrains	21 533	249		21 782
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements des constr.				
Installations techniques, matériel et outillages Ind.	3 309	773		4 082
Installations générales, agencements, aménagements	4 278 328	381 703		4 660 031
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	340 269	46 688		386 957
Emballages récupérables et divers				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 643 439	429 413		5 072 852
TOTAL GENERAL	5 293 470	436 580		5 730 050

Le compte de résultat dans lequel est incluse la dotation aux amortissements est le 681000

PROVISIONS (en €)

Situation et mouvements	Provisions au Début de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la Fin de l'exercice
Rubriques			Montant utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'exercice	
Provisions pour risques					
Provision pour litiges	67 000	4 000	45 000	22 000	4 000
Provision pour licenciement					
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES	67 000	4 000	45 000	22 000	4 000
Provisions pour charges					
Provision d'engagement IFC	21 079	5 698		5 741	21 036
Provision pour impôts					
Provision pour offre publique d'achat					
Provision pour logiciel de paye					
TOTAL DES PROVISIONS POUR CHARGES	21 079	5 698		5 741	21 036
Provisions pour dépréciation					
Provision sur titres de participation		18 574			18 574
Provision sur cautions de loyer	12 005			12 005	0
Provision sur stocks	70 667			70 667	0
Provision sur créances clients et comptes rattachés	19 019	25 003			44 023
Provision sur actions propres	162 420	12 107		1 711	172 816
TOTAL DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION	264 111	55 684		84 383	235 413
TOTAL GENERAL	352 191	65 382	45 000	112 124	260 449

ÉCHÉANCES DES CREANCES ET DES DETTES (en €)

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	504 858	504 858	
Clients douteux ou litigieux	42 472	42 472	
Autres créances clients	110 893	110 893	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	3 148	3 148	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	8 412	8 412	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	150 733	150 733	
Groupe et associés	20 000	20 000	
Débiteurs divers	322 926	322 926	
Charges constatées d'avance	570 906	570 906	
TOTAL DES CREANCES	1 734 348	1 734 348	

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit à un an maxi	931 629	931 629		
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit à + de un an	1 337 747	700 236	637 511	
Emprunts et dettes financières divers	34 638	34 638		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 437 718	3 437 718		
Personnel et comptes rattachés	260 685	260 685		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	389 163	389 163		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	127 227	127 227		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	334 152	334 152		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 420	4 420		
Groupe et associés				
Autres dettes	172 268	172 268		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	36 249	36 249		
TOTAL DES DETTES	7 065 896	6 428 385	637 511	

Les honoraires commissaires aux comptes s'élèvent pour l'année 2008 à 109 726 €

Ernst & Young Atlantique
 Société Anonyme
 d'Expertise Comptable
 et de Commissariat aux Comptes
 48 bis, Rue des Hauts Pavés
 BP 21001 - 44010 NANTES Cédex 1
 Tél. 02 40 20 21 22
 Télécopie 02 40 08 04 30

DETTES CONCERNEES PAR LA PROCEDURE DE SAUVEGARDE (en €)

ESTIMATION

	31/12/2008	16/12/2008 Procédure De sauvegarde
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 269 376	2 389 399
Emprunts et dettes financières divers	34 637	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 437 718	3 083 487
Dettes fiscales et sociales	1 111 228	540 204
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 420	
Autres dettes	172 268	46 130
	7 029 647	6 059 220

PRODUITS À RECEVOIR & PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE (en €)

Nature des produits à recevoir	N	N-1
Produits à recevoir en subvention d'exploitation	-	-
Fournisseurs avoirs à recevoir	-	245 437
Assurance à recevoir	150 733	9 799
Plafonnement TP		
Produits à recevoir	150 733	255 236

CHARGES À PAYER (en €)

Nature des charges à payer	N	N-1
Intérêts courus sur emprunts	7 766	6 741
Fournisseurs – Factures non parvenues	151 451	386 153
Provisions et charges congés payés et RTT	332 144	324 892
Provision primes encadrement commercial	0	10 000
Personnel – Charges à payer	332 144	334 892
1% logement	27 836	17 205
Taxes foncières		
Taxe pub	1 731	1 336
Taxe d'aide au commerce	51 576	87 646
Organic	25 750	29 180
Formation professionnelle et fondecif	48 071	53 291
Taxe apprentissage	19 995	21 242
Taxe professionnelle	159 191	117 384
Etat – Charges à payer	334 150	327 284
Comité d'entreprise	55 880	29 210
Créditeurs divers – Charges à payer	55 880	29 210

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE (en €)

Les charges constatées d'avance inscrites à l'actif du bilan sont les suivantes :

Nature des charges constatées d'avance	N	N-1
Fournitures administratives, maintenance, locations diverses et autres	61 538	11 201
Crédit Baux	2 047	45 558
Loyers et charges locatives	507 321	499 508
Charges constatées d'avance	570 906	556 267

Ernst & Young Atlantique
 Société Anonyme
 d'Expertise Comptable
 et de Commissariat aux Comptes
 46 bis, Rue des Hauts Pavés
 BP 21001 - 44010 NANTES Cedex 1
 Tél. 02 40 20 21 22
 Télécopie 02 40 08 04 30

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES :

INTITULE	MONTANT
Ventes de marchandises	15 889 605
Production vendue - services	207 463
TOTAL	16 097 068

TRANSFERTS DE CHARGES (en €)

Nature des Transferts de charges	N	N-1
Transferts de charges sur frais de gestion RFA	89 287	51 949
Transferts de charges sur cotisations sociales diverses	26 210	11 386
Transferts de charges sur assurances	5 750	1 164
Transferts de charges d'exploitation	121 247	64 499
Avantages en natures	19 361	23 973
Autres prestations	915	1 816
Prestations avantages	20 276	25 789

PRODUITS EXCEPTIONNELS (en €)

Natures des produits exceptionnels	N	N-1
Produits sur cotisations sociales		35 762
Subvention d'équilibre		
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs		10 257
Remboursements sur formation		1 310
Dédits et pénalités perçus sur transports		875
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		48 204
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		25 084
Immobilisations incorporelles	1 150 000	25 084
Immobilisations corporelles	1 000	
Produits des cessions d'éléments d'actif	1 151 000	25 084
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 151 000	73 288

CHARGES EXCEPTIONNELLES (en €)

Natures des charges exceptionnelles	N	N-1
Pénalités, amendes fiscales et pénales	1 158	396
Charges sur exercices antérieures	35 191	
Dotation exceptionnelle aux provisions	-22	
Autres charges exceptionnelles	37 500	200
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	73 827	596
Immobilisations incorporelles	7 500	25 396
Immobilisations corporelles		2 719
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	7 500	28 115
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	81 327	28 711

FONDS COMMERCIAL (en €)

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice
Droit au bail	461 434		7 500	453 934
Fonds acquis ayant fait l'objet d'une protection juridique	97 500			97 500
Autres				
TOTAL	558 934		7 500	551 434

Composition du capital social au 31 décembre 2008		
Nombres d'actions	Valeur nominale (en €)	Valeur totale (en €)
1 430 000	2,00	2 860 000

Identité des principaux détenteurs du capital au 31 décembre 2008	
Philippe VIGNON	647 986 actions
Carola VIGNON HARRINGTON	1 action
M. Mme TAVOLINI	532 057 actions
KENT MARINE	115 931 actions
Auto détention	34 326 actions
Public et autres	99 699 actions
TOTAL	1 430 000 actions

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

	Capital	Capitaux propres autres que Capital social	Quote part de capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis et non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés
				Brute	Nette					
A-Filiales										
Pecheaubar.com	40 000	-65 583	75 %	30 000	11 426			31 111	-49 053	0
B-Participations	NEANT									

TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (en €)

	Rubriques	Montant
A	Situation à l'ouverture de l'exercice	4 116 322
1	Capitaux propres à la clôture de l'exercice N-1 avant affectations	-448 127
2	Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	3 668 195
3	Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N	
B	Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice N	
1	Variation du capital	
2	Variation des autres postes	3 668 195
C	(= A3 + B) Capitaux propres de l'exercice après apports rétroactifs	
D	Variations en cours d'exercice	
1	Variations du capital	
2	Variations des primes, réserves, report à nouveau	
3	Variations des "provisions" relevant des capitaux propres	
4	Contreparties de réévaluations	
5	Variations des provisions réglementées et subventions d'équipement	-530 868
6	Autres variations	3 137 327
E	Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice N avant AGO (= C + ou - D)	
F	VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE (= E - C)	
G	dont : variations dues à des modifications de structures au cours de l'exercice	
H	Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (F - G)	

Au 31/12/2008 et après prise en compte de la perte de l'exercice de -530 868 €, les capitaux propres s'élèvent à 3 137 326 €

ACTIONS PROPRES

NOMBRES D'ACTIONS PROPRES	VALEUR DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION	DIMINUTION	VALEUR FIN D'EXERCICE
34 326	246 548	0	0	246 548

Provision actions propres :	162 420	10 396	0	172 816
Valeur nette Actions propres :	84 128			73 732

CRÉDIT BAIL (en K€)

Engagements en matière de crédit-bail (en milliers d'euros)	Construction	Autres immobilisations corporelles
Valeur d'origine	1 650	96
Amortissements		
Cumul d'exercices antérieurs	486	65
Dotations de l'exercice	110	30
TOTAL	596	95
Redevances payées		
Cumul d'exercices antérieurs	743	77
Dotations de l'exercice	176	25
TOTAL	919	102
Redevances restant à payer		
A un an au plus	143	25
A plus d'un an et cinq ans au plus	535	
A plus de cinq ans	416	
TOTAL	1 094	25
Valeur résiduelle		
A un an au plus		
A plus d'un an et cinq ans au plus		
A plus de cinq ans		
TOTAL	0	0

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Couverture de change « Flexigain » auprès du Crédit Agricole Nord Est

Solde USD 10.000, contre valeur : 7 140.31€

Crédits documentaires à l'import

Caisse d'Epargne Lorraine Champagne Ardenne, utilisation au 31/12/2008 de 90 206 USD

Prêts en cours

Banque	Nature du prêt	Montant initial	Montant restant dû	Garantie
CRCA	MT ENT	800 000 €	213 710 €	Aucune
	MT ENT	500 000 €	209 037 €	Aucune
BECM	BILLET MOYEN TERME	450 000 €	315 000 €	Nantissement des fonds de commerce des magasins de Cahors, Châteauroux et Albi
CE	MT ENT	300 000 €	300 000 €	Nantissement des fonds de commerce de Jaux et de Besançon
	MT ENT	300 000 €	300 000 €	Nantissement des fonds de commerce de Jaux et de Besançon

Ligne de crédit

Nantissement des fonds de commerce de Charleville, Troyes, Vesoul et Cormontreuil au profit d'une ouverture de ligne de crédit de 600 000 € au CRCA.

Engagements par signature souscrits par la banque BECM au profit des bailleurs

Cautions d'un montant global de 37.761 € en faveur des propriétaires délivrées sur 2006 et 2007 en garantie du paiement des loyers et charges afférents à la location de locaux commerciaux situés à Merignac et Brive La Gaillarde.

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

La rémunération 2008 de monsieur Philippe VIGNON PDG est de 126 771 €.

EFFECTIF AU : 31/12/2008

Catégories	2008	2007	Variation
Cadres	10	11	-1
Agents de maîtrise	22	27	-5
Employés et techniciens	101	103	-2
Total	133	141	-8

Pour information, l'effectif moyen de la société est de 150 pour l'année 2008, contre 163 en 2007.

Les droits au DIF acquis par les salariés au 31 décembre 2008 sont de 7 214 heures.

ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE PENSIONS RETRAITES ET INDEMNITÉS ASSIMILÉES

L'évaluation est effectuée sur l'hypothèse d'un départ à la retraite à 65 ans. Ne s'agissant pas d'une mise à la retraite à l'initiative de l'employeur, les indemnités versées aux salariés sont assujetties aux cotisations sociales, l'évaluation est effectuée avec un taux de charges sociales réel sur la période 2008. D'autre part, l'âge retenu dans le cas de cette mise à la retraite est l'âge maximum légal à savoir 65 ans.

L'engagement a été calculé de la façon suivante :

Engagement d'IFC pour un salarié = Indemnité x probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite, avec :

- Indemnités = nombre de mois de salaire x salaire mensuel à la date d'évaluation

- Probabilité de présence à l'âge de la retraite = (1 - taux de turnover) nombre d'années restant x probabilité de survie

A noter :

Les informations disponibles n'étant pas suffisantes pour pouvoir évaluer avec précision le taux d'augmentation des salaires, d'une part, et le taux d'actualisation, d'autre part, nous avons considéré que la revalorisation des salaires est compensée par l'actualisation.

La Quote part d'engagement acquise à la clôture s'élève à 21.036,06 Euros.

Synthèse comptable :

Engagement provisionné au 31 décembre 2006 de 64.352 €
Engagement provisionné au 31 décembre 2007 de 21.079 €
Engagement provisionné au 31 décembre 2008 de 21.036 €
Reprise de provision au 31 décembre 2007 de 43.272 €
Reprise de provision au 31 décembre 2008 de 43 €

La variation de l'engagement social IFC a pour origine les mouvements de personnel sur 2006 et 2007 qui ont générés une reprise de provision. En effet les salariés entrants ne génèrent aucune dotation complémentaire (leur ancienneté dans l'entreprise étant inférieure à 1 an). En revanche les salariés sortants génèrent une reprise sur provision équivalente à leurs engagements calculés ultérieurement.

Ernst & Young Atlantique

Société Anonyme
d'Expertise Comptable
et de Commissariat aux Comptes
46 bis, Rue des Hauts Pavés
BP 21001 - 44010 NANTES Cédex 1
Tél. 02 40 20 21 22
Télécopie 02 40 08 04 30

MONDIAL PECHE SA

38 rue des Blancs Monts

51350 CORMONTREUIL

Exercice clos le 31 décembre 2008

Rapport du commissaire aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société MONDIAL PECHE

MONDIAL PECHE SA

38 rue des Blancs Monts
51350 CORMONTREUIL
Exercice clos le 31 décembre 2008

Rapport du commissaire aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société MONDIAL PECHE

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société MONDIAL PECHE et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

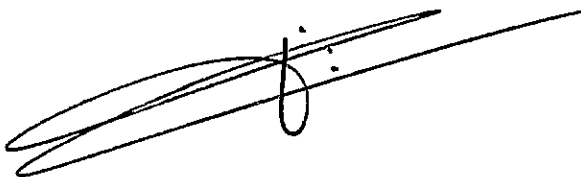
- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;

- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Nantes, le 25 juin 2009

Le commissaire aux comptes
ERNST & YOUNG ATLANTIQUE

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a vertical stroke, positioned above the name Pierre Jouis.

Pierre JOUIS

MONDIAL PECHE S.A.

38 rue des Blancs Monts

51350 CORMONTREUIL

Exercice clos le 31 décembre 2008

**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions et engagements réglementés**

MONDIAL PECHE S.A.

38 rue des Blancs Monts
51350 CORMONTREUIL
Exercice clos le 31 décembre 2008

**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions et engagements réglementés**

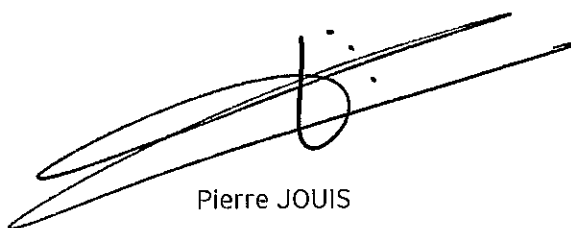
Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions et engagements réglementés dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de tels conventions et engagements.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement soumis aux dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Nantes, le 25 juin 2009

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG ATLANTIQUE



Pierre JOUIS

MONDIAL PECHE S.A.

38 rue des Blancs Monts

51350 CORMONTREUIL

Exercice clos le 31 décembre 2008

**Attestation du commissaire aux comptes
sur le montant global des rémunérations versées aux personnes
les mieux rémunérées**

MONDIAL PECHE S.A.

38 rue des Blancs Monts

51350 CORMONTREUIL

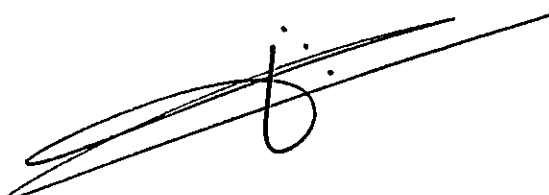
Exercice clos le 31 décembre 2008

**Attestation du commissaire aux comptes
sur le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées**

Sur la base de notre audit des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008, nous certifions que le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées déterminé par la société, figurant sur le document ci-joint et s'élevant à € 302.694, est exact et concorde avec les sommes inscrites à ce titre en comptabilité.

Nantes, le 25 juin 2009

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG ATLANTIQUE

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a smaller 'J' and 'OUIS' written in a cursive style.

Pierre JOUIS

MONDIAL PECHE
SA au capital de 2.860.000 €
38 Rue des Blancs Monts
51350 CORMONTREUIL

**RELEVÉ DU MONTANT GLOBAL DES REMUNERATIONS VERSEES
AUX CINQ PERSONNES LES MIEUX REMUNEREES**

Le montant global des salaires, allocations et indemnités diverses, honoraires et avantages en nature versés aux cinq personnes les mieux rémunérées pendant l'exercice clos le 31 décembre 2008 s'élève à la somme de 302.694 € (TROIS CENT DEUX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT QUATORZE EUROS).

Le 20 juin 2009

Le Président du Conseil d'Administration
Philippe VIGNON